



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE

de la décision de la Commission modifiant la décision C(2016)7177 relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour le contrat de réforme sectorielle en appui « au secteur de Sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable » au Niger

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Contrat de réforme sectorielle en appui « au secteur de Sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable » au Niger Numéro CRIS: NE/FED/038-320 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Niger
3. Document de programmation	Programme Indicatif National (PIN) 11 ^e Fonds européen de développement (FED) Niger (2014-2020)
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Sécurité alimentaire et nutritionnelle et résilience
5. Montants concernés	Coût total estimé: 243 000 000 EUR Contribution totale du FED: 213 000 000 EUR Montant total de la réserve du FED pour la réponse <i>PRO-Résilience</i> en particulier pour l'année 2016 (<i>Addressing the global impact of "El Niño" and other contexts on food security</i>) : 30 000 000 EUR dont <ul style="list-style-type: none">– 231 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et– 12 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Appui budgétaire Gestion directe <ul style="list-style-type: none">– appui budgétaire: contrat de réforme sectorielle– Modalité de projet : passation de marchés de services et passation de marché de fournitures

7. Code(s) CAD	31110: Politique agricole et gestion administrative 15111: Gestion des finances publiques 52010: Programmes de sécurité et d'aide alimentaire 12240: Nutrition de base 14030 : Distribution d'eau potable de base et assainissement de base			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
9. Domaine d'intervention du Plan d'action de La Valette	Domaine 1.1: Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté (Accroître la résilience notamment au profit des plus vulnérables) Domaine 5: Retour, réadmission et réintégration			

L'objectif général de cet avenant est d'augmenter la contribution de l'UE de 40 000 000 EUR. Le montant de l'appui budgétaire est porté à 231 000 000 EUR et celui de l'appui complémentaire à 12 000 000 EUR, soit une augmentation de 1 000 000 EUR pour l'acquisition des équipements pour les dispositifs de suivi et de renforcement des systèmes d'information du secteur rural.

RESUME:

L'objectif général de ce programme est d'appuyer les efforts du gouvernement de la République du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.

Ce programme contribuera ainsi à la mise en œuvre du **Plan d'action de La Valette**, en particulier dans le domaine 1.1 "Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté" ainsi que le domaine 5 "Retour, réadmission et réintégration". Ce programme contribuera d'une part à améliorer les conditions pour le développement socio-économique du pays en

particulier dans les zones de départ de migrants, à travers l'aboutissement des réformes relatives à la sécurisation foncière, à la gestion des ressources naturelles dont dépend la grande majorité de la population nigérienne et au financement des intrants et des subventions agricoles. D'autre part, il contribuera à renforcer la résilience à travers l'augmentation et l'amélioration de la couverture des besoins des ménages en insécurité alimentaire et nutritionnelle mais aussi à travers la réduction des disparités géographique et de genre dans l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement de base. A cet effet et entre autres, à l'horizon 2020 il a été retenu conjointement que l'amélioration du service public se traduise par l'assistance dans les délais à au moins 100 000 ménages en insécurité alimentaire sévère, par l'amélioration du taux d'accès théorique à l'eau potable pour qu'il dépasse 50 % dans plus de 60 communes à forte disparité, par des dotations en latrines différenciées pour les filles/femmes dans plus de 40 % des écoles et des centres de santé intégrée.

Si nécessaire, la réintégration de migrants à travers l'accompagnement dans des activités agricoles pourra être financée grâce à l'appui complémentaire.

A l'issue des phases d'identification et de formulation, les objectifs spécifiques attendus de ce programme sont :

1. Accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il réalise les objectifs fixés en matière de politique sectorielle; 2. Promouvoir les politiques et les réformes sectorielles; 3. Renforcer la gouvernance au niveau sectoriel; 4. Répondre aux besoins essentiels de la population à travers l'amélioration de l'accès aux services dans les domaines de l'agriculture durable, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les résultats attendus de ce programme sont:

- i. la gouvernance à niveau sectoriel est renforcée;
- ii. la fourniture des services publics est améliorée;
- iii. les disparités géographiques et de genre sont réduites.

Le contrat de réforme sectorielle vise à accompagner les objectifs fixés en matière de politique sectorielle "Sécurité alimentaire, nutritionnelle et développement agricole durable" (également connue sous son acronyme I3N – Initiative "les Nigériens nourrissent les Nigériens") qui sont de « mettre les populations nigériennes à l'abri de la faim, de leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus», en renforçant les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement de consommation alimentaire adéquate en quantité et en qualité et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles.

Les parties prenantes sont :(i) les exploitations agricoles, les ménages ruraux, notamment ceux vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ; (ii) le Haut-Commissariat à l'I3N et les Ministères et autres structures publiques centrales et régionales impliquées dans sa mise en œuvre, les Collectivités Territoriales, les Organisations Professionnelles (OP) et plus largement le secteur privé agricole.

La modalité de mise en œuvre envisagée pour le présent appui est un Contrat de Réforme Sectorielle (CRS) assorti d'un appui complémentaire en gestion directe. Son coût total est de 243 000 000 EUR et sa durée opérationnelle de 60 mois (2016 – 2020). Il est envisagé un appui budgétaire de 231 000 000 EUR et un appui complémentaire de 12 000 000 EUR.

Des ressources additionnelles pour un montant de 30 000 000 EUR (en tranche fixe en 2016) ont été mobilisées à partir des réserves du 11^e FED dans le cadre de la réponse PRO-Resilience en particulier pour l'année 2016 (*Addressing the global impact of “El Niño” and other contexts on food security*).

L'examen réalisé dans le cadre de la méthodologie PRO-ACT montre une montée en flèche du nombre de personnes qui seront vulnérables à l'insécurité alimentaire en 2016. En conséquence, les besoins recensés ne peuvent être couverts au moyen des ressources disponibles. Pour cette raison, la mobilisation des ressources non affectées du 11^e FED a été décidée pour combler l'écart qui existe entre les besoins et les ressources disponibles pour répondre aux crises alimentaires en cours.

En 2016, une «analyse conjointe de la situation en matière de sécurité alimentaire», avec le PAM, FAO, UE (Directorate-General for International Cooperation and Development/Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (ECHO)/Centre Commun de Recherche (CCR)), menée en mars 2016, indique qu'un total de 80 millions de personnes seraient confrontées à des crises alimentaires ou d'urgence, correspondant respectivement à des phases 3 et 4 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire Integrated Phase Classification (IPC). L'analyse a également identifié les principaux facteurs d'insécurité alimentaire en 2016, à savoir: les phénomènes météorologiques extrêmes liés à El Niño, et les crises de longue durée socio-économiques et/ou politiques/militaires (notamment pour le Niger).

Tenant compte du fait que les personnes en crise alimentaire constituent la cible principale de cette action et en raison de la diversité des causes des crises alimentaires, la réponse mondiale à l'insécurité alimentaire doit s'attaquer à cette diversité de facteurs déterminants et non isoler une seule cause et l'aborder séparément.

L'appui de l'UE à d'autres pays touchés de manière similaire en 2016 fera l'objet d'une décision de la Commission relative à sa réponse *PRO-Résilience Action 2016* financée sur les réserves du 11^e FED.

LISTES DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS:

ABS : Appui budgétaire sectoriel
AFD : Agence Française de Développement
ANFICT : Agence Nationale pour le Financement des Collectivités Territoriales
AT : Assistant Technique
BAD : Banque Africaine de Développement
BEEI : Bureau d'évaluation environnementale et d'étude d'impact
BP : Budget Programme
BPO : Budget Programme par Objectifs
CC/SAP/PC : Cellule de coordination du Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes
CCA/GC : Cellule Crises Alimentaires et Gestion des Catastrophes
CCNUCC : Convention Cadre sur la lutte contre le Changement Climatique
CDMT : Cadre des dépenses à moyen terme
CFS : Cellule Filets Sociaux
CMPS : Comités Multisectoriel de Pilotage des Programmes Stratégiques
CNEDD : Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
CRA : Chambre Régionale d'Agriculture
CRS : Contrat de Réforme Sectorielle
CT : Collectivités territoriales
DAI : Document d'Action Initial
DEP : Directions des Etudes et de la Programmation
DGB : Direction Générale du Budget
DNPGCA : Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires
DRFM : Directions des Ressources Financières et Matérielles
DRGF : Direction Générale des Réformes Financières
CEDEAO/PDDAA : Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest/ Programme de développement durable de l'Agriculture en Afrique
EPER : Enquête de prévision et d'estimation des récoltes
EPU : Evaluation Périodique Universelle
FCD : Fonds Commun des Donateurs
FED : Fonds Européen de Développement
FISAN : Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
FMI : Fonds Monétaire International
GFP : Gestion des Finances Publiques
HC3N : Haut-Commissariat à l'I3N
I3N : Initiative « Les Nigériens nourrissent les Nigériens »
INS : Institut National de la Statistique
MHA : Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
MP/PF/PE : Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
MSP : Ministère de la Santé Publique
NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
ONG : Organisations Non Gouvernementales
OPA : Organisations Professionnelles Agricoles
OPVN : Office National des Produits Vivriers
OSC : Organisations de la Société Civile

PAM : Programme Alimentaire Mondial
PDES : Plan de Développement Economique et Social
PIP : Programmes d'Investissements Prioritaires
PN-AEPA : Programme National d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement
PNHA : Politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement
PNPS : Politique Nationale de Protection Sociale
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PRGFP : Programme de réforme de la gestion des finances publiques
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
REACH : Renewed Efforts against Child Hunger
RECA : Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger
SOPHAB : Stratégie Opérationnelle de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement
SUN : Scaling Up Nutrition
TU-Niger : Tous Unis en faveur de la Nutrition
UE : Union européenne
UEMOA : Union économique et monétaire Ouest-Africaine

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique:

Au Niger, les défis pour la réduction de la pauvreté et la promotion d'une croissance inclusive et durable sont multiples. Le plus important de ces défis reste la croissance démographique. La population Nigérienne, estimée à 20.75 millions d'habitants en 2017 évolue à un rythme exponentiel avec un taux de croissance de 3,9 % (soit environ 700.000 habitants supplémentaires tous les ans) et un taux de fécondité de 7,6 enfants par femme (le niveau le plus élevé au monde). L'Indice de développement humain 2015 est de 0.353, ce qui place le Niger en avant-dernière position du classement mondial. Si l'on suit la tendance actuelle, en 2035 la population du Niger aura doublé et restera à près de 70 % rurale. La population agricole est constituée essentiellement de jeunes de moins de 20 ans. Le taux de pauvreté est estimé à 48,2 % en 2011¹. La croissance du PIB est estimée à 4.4 % en 2015², tirée en grande partie par le secteur primaire (agriculture, élevage, forêt et pêche). Les sources de revenus et moyens de subsistance de plus de 80 % des ménages nigériens proviennent de l'exploitation des ressources naturelles.

Placé au dernier rang des pays référencés en matière d'Indice de Développement Humain³, le Niger est confronté à une insécurité alimentaire et nutritionnelle à la fois chronique, cyclique, et conjoncturelle aux causes multiples et aggravée par les effets des changements climatiques.

Aujourd'hui environ 1,6 million d'enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance, ce qui affecte dangereusement le capital humain du pays. Selon les projections, ils seront plus de 2 millions en 2025. Plus qu'une question de santé publique, la sous-nutrition représente un véritable enjeu de développement national.

Enfin, le pays est également classé parmi les états fragiles par l'OCDE selon les cinq critères de fragilité et présente une situation considérée comme alarmante⁴. Le Niger est en particulier profondément affecté par les crises au Mali, en Libye et au Nigeria. En effet, du fait de sa position de carrefour entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne et de l'immensité de son territoire, le Niger est un pays stratégique en termes de gestion des flux migratoires et de maintien de la stabilité dans la sous-région. Les nouveaux défis régionaux et globaux auxquels doit faire face à court terme le Niger, dépassent ses capacités actuelles de réponse.

Au niveau financier cette situation de fragilité se reflète dans le fait que le financement extérieur représente en moyenne 38.7 % des prévisions budgétaires de la période 2014-2016 et 30.1 % des dépenses réalisées de dépenses hors dette en 2016. Au niveau des dépenses en capital, ce financement extérieur représente 62 % des prévisions budgétaires et presque la moitié des dépenses d'investissements réalisées.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE:

Depuis la signature en 2009 de la charte ECOWAP/PDDAA au Niger, la politique du secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement agricole durable s'inscrivent dans les grandes orientations du NEPAD.

Au terme de la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2012-2015) sur lequel la programmation de l'UE est alignée, le Gouvernement a pris l'option

¹Source INS 2011

²Source FMI : janvier 2016

³Rapport sur l'Indice de Développement Humain (IDH) 2014. PNUD.

⁴Tout pays avec un score supérieur à 90 sur l'indice de fragilité des Etats publiée par la Fondation pour la Paix (violence, justice, institutions, fondements économique, résilience) est pris en compte sur la liste des états fragiles de l'OCDE. Le score du Niger s'élève à 97,8 en 2015.

de la prorogation du PDES jusqu'à fin 2016 afin de disposer d'un cadre d'action pour la politique économique et sociale. En mai 2017, la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) 2035 a été adoptée en Conseil de Ministres. Le nouveau PDES est en cours d'élaboration et couvrira la période 2017-2021; il prend en compte l'évaluation finale du PDES 2012-2016 qui a été réalisée fin 2016 et dont les résultats ont fait l'objet d'une revue technique et politique en avril 2017, impliquant le Gouvernement d'une part et les partenaires techniques et financiers d'autre part. Le premier draft du PDES 2017-2021 a été présenté en mai 2017.

La politique économique et financière du gouvernement est définie dans le cadre du mémorandum (MPEF) adressé par le gouvernement au FMI en décembre 2016. Le Niger dispose de capacités relativement solides de gestion de ses politiques économiques. En particulier, en dépit de la détérioration de la situation sécuritaire dans la sous-région, la croissance est demeurée soutenue en 2015 et 2016, la viabilité de la dette et des finances publiques a été préservée, et plusieurs réformes structurelles ont pu être menées.

La promotion de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et d'un développement agricole durable constituait l'axe stratégique 3 du PDES 2012-2015. La mise en œuvre du secteur s'opère via la stratégie sectorielle connue sous Initiative " Les Nigériens Nourrissent les Nigériens " (I3N), qui cible en priorité la population rurale. Dans le cadre du premier PDES, cette initiative était cadrée par un plan d'investissement I3N 2011-2015. Dans le cadre de la SDDCI et du PDES 2017-2021, la mise en œuvre du secteur s'intègre essentiellement au travers de l'axe "modernisation du monde rural" et dans le cadre du nouveau plan d'investissement I3N 2016-2020 qui vient d'être finalisé fin 2016. L'objectif de l'I3N reste inchangé, à savoir " mettre les populations nigériennes à l'abri de la faim et de leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus », en renforçant les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles".

Les politiques et stratégies sont d'une manière générale pertinentes sur les deux périodes du PDES. Elles visent à répondre à des besoins réels et sont élaborées en concertation avec les différents acteurs concernés. Leur crédibilité peut cependant être amoindrie, en raison notamment i) du financement de la politique qui reste très dépendant des financements extérieurs, ii) d'une opérationnalisation insuffisante résultant d'une gouvernance, des capacités institutionnelles et de gestion des finances publiques à renforcer dans le secteur, iii) d'une insuffisante clarification de partage des rôles entre l'Etat, les Collectivités Territoriales, les Organisations Professionnelles Agricoles ainsi que leur efficacité, iv) des disparités géographiques et de genre dans l'accès aux services; v) des instances de coordination/concertation, dont l'efficacité et la fonctionnalité sont à renforcer.

Ces politiques prennent par ailleurs en compte les principes essentiels de l'approche basée sur les droits humains (participation, non-discrimination, transparence, redevabilité) et placent les administrations publiques en débiteurs d'obligations et les citoyens en détenteurs de droits. Les aspects transversaux font généralement partie intégrante de ces politiques mais, la mise en œuvre et le suivi de ces aspects doivent néanmoins être soutenus.

L'ensemble des politiques publiques de l'Etat du Niger est en cohérence avec les grandes orientations des rapports de partenariat entre l'Union européenne (UE) et les pays ACP établies dans l'accord de Cotonou : la coopération au développement, la coopération économique et commerciale et le dialogue politique. Elles respectent le nouveau Consensus Européen

pour le Développement⁵ de 2017, notamment en ce qui touche la réduction de la pauvreté, principalement axée sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), le développement fondé sur les valeurs démocratiques, de bonne gouvernance, de stabilité et sécurité, et de durabilité environnementale, ainsi que l'alignement sur les stratégies et politiques nationales que les pays partenaires mettent en place. Le secteur de concentration 1 du PIN 11^e FED, adossé à l'Initiative 3N, est en parfaite adéquation avec ce principe d'alignement.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Les principaux bénéficiaires du contrat de réforme sectorielle sont les petits exploitants agricoles (particuliers ou organisés), les ménages ruraux et en particulier ceux vulnérables à l'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle.

Les parties prenantes publiques sont l'ensemble des services du Haut-Commissariat à l'I3N ainsi que les structures suivantes : le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, les Etablissements publics sous sa tutelle (Chambres d'agriculture et Centrale d'approvisionnement des intrants et du matériel agricole) ainsi que le Secrétariat permanent du Code rural, le Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé et l'Etablissement public sous sa tutelle (Office des produits vivriers du Niger), le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, le Ministère de la Santé Publique, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, le Ministère de la Population, le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère en charge de la Décentralisation ainsi que les services de la Primature en charge de la prévention et de la gestion des crises alimentaires (DNP-GCA). Au sein de ces Ministères et de leurs Directions régionales, les Directions des Etudes et de la Programmation (DEP) sont en charge de la programmation-budgétisation, des études et du suivi technique. Les Directions des Ressources Financières et Matérielles (DRFM) assurent la gestion des ressources financières du Ministère. Les Directions des études statistiques assurent le traitement des données statistiques. Elles seront particulièrement ciblées par le renforcement de capacités.

Les Collectivités territoriales, l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT) et les Organisations professionnelles agricoles (OPA) sont des parties prenantes essentielles. Le réseau des parlementaires s'occupant des questions relatives à la sécurité alimentaire sera visé plus spécifiquement par les activités de redevabilité mais également la société civile, les petites et moyennes entreprises du secteur privé agro-alimentaire, les laboratoires de recherche nigériens qui seront activement impliqués dans le suivi budgétaire et des résultats de la politique sectorielle et de ses réformes.

La coordination de la politique sectorielle est assurée par le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC3N). Il s'appuie sur un ensemble d'outils de pilotage et de concertation aux niveaux national et déconcentrés. Certains de ces mécanismes éprouvent des difficultés à fonctionner. Le HC3N parvient difficilement à assurer la fonction de suivi intra-annuel et à jouer son rôle d'arbitrage.

1.1.3 Domaines d'appuis prioritaires/analyse des problèmes:

Le contrat de réforme sectorielle vise à accompagner les objectifs fixés en matière de politique sectorielle "Sécurité alimentaire, nutritionnelle et développement agricole durable" (également connue sous son acronyme I3N – Initiative "les Nigériens nourrissent les Nigé-

⁵ OJ C 210 of 30.6.2017

riens") qui sont de « mettre les populations nigériennes à l'abri de la faim, de leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus», en renforçant les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement de consommation alimentaire adéquate en quantité et en qualité et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles.

Le secteur agro-sylvo-pastoral occupe une place majeure dans l'économie du Niger. Il contribue à 24 % du Produit Intérieur Brut sur la période 2011-2014⁶. Ce secteur se prévaut d'un potentiel de croissance certes significatif, mais ce potentiel doit être soutenu à travers la mise en œuvre efficace des politiques, l'amélioration de la redevabilité sur les transferts budgétaires au bénéfice du secteur, l'amélioration de la gouvernance, la modernisation et fonctionnement des administrations sectorielles au niveau central et déconcentré, la mise en œuvre ou l'aboutissement des réformes nécessaires en vue de répondre aux besoins d'améliorer les conditions d'accès à la terre, de sécuriser les ressources foncières partagées, d'assurer une gestion durable des terres et de l'eau mais aussi de mieux répartir avec le secteur privé certaines missions publiques. En ce qui concerne la gouvernance foncière et environnementale, l'analyse des problèmes a permis d'identifier un faible financement public, des institutions déconcentrées ne disposant pas de moyens pour assurer au minimum leur mission, des dispositifs de gestion de l'information peu performants ou qui ne permettent pas d'apprécier de manière transparente les réalisations effectuées. Dans le domaine de l'appui-conseil, les études font état d'une pluralité d'acteurs publics dont la répartition des prérogatives reste à clarifier, d'une forte disparité géographique dans l'accès aux services et de l'émergence d'acteurs privés de la profession dont le dialogue avec l'Etat est à structurer. L'accès au financement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle est une priorité pour le secteur et un "fonds" est actuellement en gestation pour répondre aux besoins de subvention et de crédit en milieu rural. La mise en place de mécanismes durables de financement des interventions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle nécessite d'être soutenue, tout en renforçant la transparence, la redevabilité et l'efficacité des transferts financiers en place et qui aujourd'hui permettent de subventionner les céréales revendues à prix modérés, les intrants et le matériel agricole, ... Le soutien aux réformes en matière d'agriculture durable et le dialogue sectoriel apporteront leur contribution à la sécurisation des investissements que le pays s'est fortement engagé à réaliser à travers l'initiative 3N, notamment pour augmenter les productions agricoles nationales à travers l'accroissement des surfaces en culture irriguée et la restauration des surfaces dégradées.

Le Niger a connu ces dix dernières années des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes⁷. Des ressources substantielles sont mobilisées chaque année pour répondre à cette vulnérabilité transitoirement aigüe⁸. Cette réponse est dépendante des appuis externes, y compris le fonctionnement de son dispositif de coordination (le DNPGCA) soutenu principalement par les bailleurs de fonds. La vulnérabilité chronique affecte, quant à elle, un quart de la population rurale en moyenne, et ce indépendamment du niveau global de production céréalière⁹. La recherche de solutions durables aux causes sous-jacentes appelle à un rééquilibrage.

⁶ Revue d'exécution du PAP/PDES 2012-2015. Secrétariat de Plan de Développement Economique et Social. Avril 2015. Cette contribution est certainement plus importante, car une part significative de la production agricole destinée aux marchés de la sous-région (bétail sur pied, oignon, niébé, poivrons, sésame, etc.) n'est pas prise en compte dans les statistiques officielles. La contribution du secteur varie d'une année à l'autre (4 à 5 %) en fonction des aléas climatiques.

⁷ Les crises de 2005, 2010, et 2012 qui ont chacune affecté plus de 3,5 millions de personnes au Niger.

⁸ Les dépenses annuelles d'assistance humanitaire dédiées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont de l'ordre de 300 000 000 USD. UN-OCHA.

⁹ Revue du Plan de Développement Economique et Social 2014.

brage en faveur de la prévention des crises. La mise en œuvre de filets sociaux¹⁰ par le DNP-GCA depuis 2012 témoigne de cette évolution opérationnelle. Cependant, l'amélioration structurelle de l'accès à l'alimentation et de la résilience des ménages les plus vulnérables appelle au développement (i) d'une stratégie de prévention de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique articulée avec la politique nationale de protection sociale, les politiques sectorielles de l'I3N, et les mécanismes de réponses ponctuels, à temps et de qualité, aux crises de sécurité alimentaires et catastrophes, (ii) d'un portage institutionnel clarifié de la stratégie dans le cadre de la Déclaration de Paris, et enfin (iii) d'une analyse référentielle nationale de la vulnérabilité chronique.

Par ailleurs, la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans, qui s'élevait à 45,5 % au niveau national en 2014¹¹, est en permanence au-dessus du seuil d'alerte (40 %). Les déterminants de la malnutrition sont multiples. On peut citer des pratiques inappropriées d'hygiène et de soin aux nourrissons et jeunes enfants, un faible accès à l'eau potable et à l'assainissement rural¹², à des barrières économiques à la mise en œuvre de pratiques alimentaires, d'hygiène et de soin. La prévention de la malnutrition chronique constitue une priorité nationale et il existe aujourd'hui un consensus autour de la nécessité d'une approche qui assure une vision multisectorielle afin de prendre en compte les causes structurelles de la malnutrition. Le pays s'est doté en décembre 2015 d'une politique nationale multisectorielle sur la sécurité nutritionnelle. Un plan d'action, composé de huit volets est en cours d'élaboration et engage divers ministères sectoriels (agriculture, eau et assainissement, protection sociale, éducation, santé, etc) sur des actions sensibles à la nutrition. Il nécessitera un suivi et un appui à travers la mise en place d'une plateforme d'information.

Le HC3N, les services des Ministères et administrations de mission et les autres parties prenantes (notamment les collectivités territoriales et les organisations de producteur) aussi bien au niveau national que déconcentré éprouvent des besoins en renforcement institutionnel/gouvernance, en renforcement de capacités en planification-programmation-budgétisation, gestion des marchés publics et suivi/évaluation de l'exécution des actions publiques, surtout dans la continuité de l'application de la directive UEMOA¹³.

La mise à disposition récente d'une revue des dépenses publiques 2011-2015 a permis de faire le bilan du financement global, du secteur, mais également des financements par sous-secteurs, parfois déséquilibrés. Elle a servi de document de référence dans le cadre du plan d'investissement 3N 2016-2020.

¹⁰ Les filets sociaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont une approche qui fait partie intégrante de la politique nationale de protection sociale en particulier de son axe 1.

¹¹ Deux régions ont des prévalences beaucoup plus élevées que la moyenne nationale: Maradi (55,9 %), Zinder (48,4 %). SMART 2014

¹² En 2015, le taux d'accès national à une source d'eau potable en milieu rural était de 51 %, (base RGHP 2001) et à l'assainissement rural (7 % base enquête INS 2012).

¹³ Directive N°06/2009/CM/UEMOA portant lois de finances au sein de l'UEMOA et transposée au Niger dans la loi N° 2012-09 du 26 mars 2012 portant loi organique relative aux lois de finances. L'application de la directive 6 de l'UEMOA sur les finances publiques à partir du budget 2017 constitue une véritable mutation de l'approche programmatique et budgétaire. Elle constitue une opportunité et un atout importants pour des mécanismes de gouvernance d'I3N plus cohérents, transparents, efficaces, mieux coordonnés nécessaires à un contrat de réforme sectorielle. C'est de là que découle la nécessité de prévoir un renforcement de capacités conséquent de l'ensemble des parties prenantes. Par ailleurs les parlementaires seront mieux associés au processus budgétaire grâce aux réformes UEMOA.

1.2 Autres domaines d'évaluation

1.2.1 Valeurs fondamentales

Le Niger en 2016 est passé par un processus électoral particulièrement complexe qui, bien que considéré crédible et conforme aux normes internationales, a mis à l'épreuve un système encore fragile affecté par une augmentation des tensions politiques et la menace sécuritaire.

Le Niger a signé et ratifié les principales Conventions internationales relatives aux droits humains et leurs Protocoles. L'examen Périodique Universel du deuxième cycle de janvier 2016 a montré des progrès en matière des droits humains dans un contexte caractérisé par des défis essentiels liés à la pauvreté et à l'insécurité. Les principes d'égalité et de non-discrimination sont consacrés par la Constitution et sont censés gouverner les pratiques en matière de fourniture de services publics et soutien à la production dans le domaine de la sécurité alimentaire, la résilience et la nutrition. L'Initiative 3N cible des populations vulnérables et a pour vocation de mettre les populations nigériennes à l'abri de la faim. Des efforts sensibles sont apportés pour promouvoir les droits des femmes mais la prise en compte de leurs besoins et priorités demeure une préoccupation majeure. Les jeunes sont vulnérables du fait d'un faible niveau de formation professionnelle et de la pression sur les ressources foncières, auxquelles ils ont très peu accès. De faibles opportunités d'insertion économique leur sont offertes. La situation des populations pastorales est également préoccupante dans un contexte de pression sur les ressources naturelles.

L'insécurité liée au terrorisme impose une vigilance rapprochée en matière de droits humains, notamment la protection des besoins vitaux des populations déplacées. L'état d'urgence déclaré (et renouvelé déjà à deux reprises) dans la Région de Diffa suite aux attaques répétées et attentats de *Boko Haram*, empêche le fonctionnement normal des institutions de l'Etat. Le processus démocratique avec les élections présidentielle et législative de février 2016 est maintenu mais appelle à une vigilance accrue en raison des fragilités évidentes tout au long du processus électoral.

Sur le plan de la promotion de la bonne gouvernance financière, les autorités ont clairement affiché leur intention de lutter contre l'impunité; cependant peu d'affaires relatives à la corruption et au pillage des deniers publics ont fait l'objet de jugement ou d'évolution notable. L'installation de la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) n'a pas pour l'instant produit les résultats escomptés, en partie par manque de moyens. Dans le classement de *Transparency International* le Niger a un score de 35/100 (classé au 101^{ème} rang mondial) en 2016 contre 34/100 en 2015 et 99^e au rang mondial, 35/100 en 2014. Toutefois, le score du Niger reste en moyenne le même qu'en 2012; ce qui démontre l'importance du défi du fléau. Au niveau institutionnel, en plus des structures traditionnelles (services de justice), on peut relever l'existence de plusieurs structures de tutelle différentes concourant aux mêmes objectifs de prévention et de lutte contre la corruption (HALCIA, Inspection Générale de l'Etat, Direction du contentieux de l'Etat, l'Inspection générale de l'Administration, Cour des Comptes, Inspection Générale des Finances, Bureau d'informations et de réclamations et de lutte contre la corruption dans le secteur judiciaire, Cellule nationale de traitement des informations financières et de lutte contre le blanchiment (CENTIF). Une nouvelle loi relative aux attributions, organisations et fonctionnement de la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) a été adoptée par le parlement le 29 novembre 2016 ; à travers ce nouveau texte la HALCIA pourrait saisir directement la justice (Loi 2016-44 du 6 décembre 2016). La transmission des dossiers ficelés par les services de l'inspection d'Etat et de la HALCIA au Parquet du Pôle Judiciaire Spécialisé en matière Economique et Financière du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey pour suite à donner, constitue un pas important.

1.2.2 Politique macroéconomique:

Dans l'ensemble, les résultats macroéconomiques du Niger ont été satisfaisants en 2016, au regard des chocs sécuritaires et humanitaires rencontrés, des cours des matières premières et de la réduction des flux commerciaux vers les pays voisins. Après une décélération de la croissance à 3,5 % en 2015, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est prévue à 4,6 % en 2016, tirée par une bonne campagne agricole, malgré les faiblesses des secteurs pétrolier et minier. Les menaces liées au terrorisme et à l'insécurité alimentaire ont eu des effets négatifs sur la croissance et le développement en freinant la production agricole dans certaines zones, ainsi que l'investissement étranger. L'inflation était 1.0 % en 2015 et est restée à 1.1 % en 2016, bien en dessous du seuil de 3 % de l'UEMOA.

D'après le Fonds monétaire international (FMI) les perspectives économiques à moyen terme restent positives. En 2016-2021, la croissance du PIB réel devrait, d'après les projections, s'établir en moyenne à 5,7 % et l'inflation être contenue aux environs de 1,6 %.

La croissance économique réelle devrait reprendre lorsque les grands projets d'extraction du pétrole et de minéraux porteront leurs fruits. La croissance de l'économie reste pourtant très volatile, dépendante des aléas climatiques et susceptible à des risques intérieurs et extérieurs considérables, au nombre desquels figurent la persistance et l'intensification des hostilités armées qui pourraient aggraver les pressions budgétaires. D'autres risques incluent une nouvelle chute des prix du pétrole et de l'uranium de même que des sécheresses ou des inondations qui pourraient aggraver l'insécurité alimentaire et l'instabilité sociale. Il apparaît également "vital" selon le FMI de préserver la viabilité des finances publiques et de la dette dans une conjoncture de faibles cours du pétrole et de l'uranium. Le stock de la dette a rapidement augmenté en raison des efforts déployés pour accroître les investissements publics. La plus récente Analyse de la viabilité de la dette (AVD) préparée par le FMI en décembre 2016 qualifie le risque de surendettement externe du pays comme modéré (même niveau que dans l'analyse précédente, malgré la croissance du stock de dettes). D'après les projections, le ratio de la dette publique au PIB devrait passer de 37 % du PIB à la fin de 2016 à environ 41 % en 2017 pour se maintenir autour de ce pourcentage jusqu'à 2026, en restant inférieur aux seuils nominaux. La viabilité de la dette à moyen terme dépendra de la situation sécuritaire, du prix du pétrole et de l'uranium susceptibles de ralentir l'achèvement des nouveaux projets dans ces secteurs et d'un rééquilibrage majeur des finances publiques. A cet égard, il faut relever que les recettes budgétaires n'ont pas atteint les prévisions reflétant ainsi les faiblesses dans l'administration fiscale et douanière, des difficultés enregistrées dans les secteurs des mines, du pétrole et des télécommunications et du recul des flux commerciaux avec le Nigeria. En conséquence, les dépenses ont été maintenues en dessous des montants budgétés tout en protégeant (au maximum possible) les dépenses prioritaires. Ceci a produit un certain rétablissement des principaux soldes budgétaires en 2016, malgré la faiblesse de la mobilisation des recettes budgétaires. En 2018 et 2019 le solde global (dons compris) se situerait respectivement à - 6.0 % et -4.7 % pour atteindre -2.9 % en 2020, en ligne avec le critère de convergence UEMOA d'un déficit en dessous de 3 %.

Pour préserver la viabilité du budget et de la dette, tout en réduisant les écarts de développement et répondre aux besoins en matière de dépenses de sécurité, il apparaît crucial de réduire le déficit budgétaire à moyen terme. La politique économique du gouvernement vise à préserver la viabilité des finances publiques et de la dette et à accroître la mobilisation des recettes internes et de l'épargne nationale et régionale à travers les différentes émissions de bons de trésor dans une conjoncture de faibles cours du pétrole et de l'uranium. L'amélioration du taux de pression fiscale qui s'établit à 13,5 % du PIB en 2016, apparaît à cet égard comme un élément clef. Il est prévu que les recettes passent de 14,4 % du PIB en 2016 à 17,5 % en 2018. Cette performance attendue traduira essentiellement l'augmentation

des recettes fiscales reflétant le rendement des mesures de renforcement de l'administration fiscale et douanière.

Le nouveau programme « Facilité étendue de crédit » (FEC) pour la période 2017-2020 a été formulé lors de la mission des services du FMI de décembre 2016. Selon l'évaluation de la mission du FMI, les perspectives économiques à moyen terme du Niger sont favorables, mais sont sujettes à des risques intérieurs et extérieurs qui doivent être mitigés (notamment les retombées négatives des conflits régionaux, la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, ainsi que les difficultés économiques dans la sous-région). La croissance du PIB réel devrait se situer à 5,2 % en 2017, tirée par l'agriculture et le relèvement prévu de la production pétrolière; elle s'établirait à 6 % en moyenne sur la période 2018-2020 grâce surtout à l'expansion du secteur des industries extractives et à l'augmentation des investissements publics et privés. L'inflation devrait rester en dessous du critère de convergence de 3 % de l'UEMOA.

La nouvelle FEC a été approuvée par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) le 23 janvier 2017 pour un montant total de 98,7 millions de DTS (environ 134,04 millions de dollars). La décision du Conseil d'administration permettra de décaisser immédiatement environ 19,15 millions de dollars. Outre le maintien, de la stabilité macroéconomique, le nouvel accord FEC met l'accent sur l'augmentation de l'espace budgétaire et la poursuite de l'amélioration de la gestion des finances publiques et de l'efficacité des dépenses afin de faciliter la réalisation des objectifs de développement du pays, en particulier financer les infrastructures et les dépenses sociales.

Sur la base de l'analyse présentée ci-dessus et de la dernière évaluation du FMI d'une part et de l'adoption d'un nouveau programme avec le FMI d'autre part, nous concluons que les autorités poursuivent une politique macroéconomique crédible et pertinente orientée vers la stabilité visant à restaurer la stabilité et la soutenabilité des équilibres budgétaires ou extérieurs.

1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)

1.2.3.1 Caractéristiques générales:

La 3^{ème} évaluation du système de gestion des finances publiques selon la méthodologie PEFA 2016 avait été lancée en mai 2016, sous le financement de l'UE et le portage des autorités nigériennes. Le projet de rapport final PEFA a été approuvé par le secrétariat PEFA le 29 mars 2017. Comme indiqué dans le projet de rapport final, par rapport au cadre d'analyse 2016 du PEFA, les maillons faibles de l'évaluation des finances publiques nigériennes sont la crédibilité budgétaire (pilier 1 ; PI-1 à PI-3), la gestion des actifs et passifs (piliers 3 et indicateurs PI.10 à PI.13), comptabilité et reporting financier (Pilier 4).

Comparés à l'évaluation précédente de 2012, selon la méthodologie PEFA 2011, sur 31 indicateurs, 14 ont reçu des notations égales à celles de 2012 et 6 inférieures à leur niveau de 2012. 8 indicateurs ont connu un progrès par rapport à 2012 (contre 11 à l'évaluation précédente). Pour approfondir l'évaluation des recettes et améliorer la performance des administrations fiscales, le gouvernement s'est engagé à réaliser une évaluation TADAT, au cours de l'année 2017, en collaboration avec l'Union européenne.

Au niveau de l'audit, la cour des comptes et l'agence de régulation des marchés publics dressent des rapports annuels qui sont disséminés et publiés en ligne. Toutefois, il est à relever un faible degré de mise en œuvre des recommandations des rapports d'audits publiés sur les années 2014 et antérieures.

L'espace budgétaire du Niger reste également marqué par l'importance des ressources internes de l'Etat, l'aide publique au développement (aide projets et appui budgétaire), les émissions de bons de trésor sur le marché régional et le partenariat public privé. Le financement extérieur (projets et appuis budgétaires) représente en moyenne 34 % des prévisions budgétaires de la période 2014-2016 et 23,1 % des dépenses réalisées de dépenses hors dette. On note également que la gestion des arriérés de paiements qui a soulevé souvent des préoccupations majeures entre les autorités nigériennes et les partenaires techniques et financiers PTFs, s'est améliorée de manière substantielle (le stock des arriérés de paiement à fin décembre 2015 était de 21,7 milliards de FCFA contre 87 milliards FCFA en 2014).

Le nouveau Programme de réformes de la gestion des finances publiques pour la période 2017-2020 (PRGFP 4) est élaboré, avec l'appui de l'UE, et basé sur les faiblesses identifiées dans l'évaluation PEFA 2016. Il est doté d'un ensemble d'objectifs cohérents pouvant être mesurés, ce qui en assure la pertinence. La crédibilité du PRGFP 4 est par ailleurs relativement satisfaisante et l'appui technique fourni par les partenaires apparaît correctement lié aux domaines clés où les faiblesses dans la GFP ont été constatées¹⁴. Le PRGFP 2017-2020 a été adopté par son comité de pilotage et par un arrêté du ministre des finances de mars 2017.

Les principaux défis en matière de gestion des finances publiques sont, entre autres, l'amélioration de la crédibilité budgétaire, l'accélération de la déconcentration budgétaire et de l'ordonnancement vers les ministères sectoriels ainsi que la mise à jour de l'application informatique de la gestion budgétaire et comptable afin de prendre en compte les impacts des textes issus des directives UEMOA.

La contribution de l'Etat à la mise en œuvre des réformes s'opère à travers des ressources humaines, matérielles et financières des différentes structures intervenant dans la mise en œuvre du PRGFP (notamment la Direction Générale des Réformes Financières, la Direction Générale du Budget, la Direction Générale des Impôts, les douanes, la Cour des comptes, etc.). Un plan d'actions 2017, décliné du PRGFP 2017-2020 a été élaboré et adopté par son comité de pilotage en février 2017. Il s'articule entre autre autour des actions d'internalisation des directives de l'UEMOA (budget programme sectoriels et les applications informatiques nécessaires, plan comptable de l'Etat), réformes douanières et informatisation des procédures douanières, le renforcement des régies pour la mobilisation des ressources internes, le reporting financier et la transparence, la coordination et le pilotage des réformes.

1.2.3.2- Aspects sectoriels de la gestion budgétaire et financière:

Le Plan d'Investissements du secteur "Sécurité alimentaire, nutritionnelle et développement agricole durable" 2012-2015 qui prévoyait la mobilisation de 1 000 185 milliards de FCFA, a obtenu des financements évalués à hauteur de 1 194,36 milliards¹⁵, correspondant à un taux

¹⁴ Les principales mesures de ce nouveau Plan de réformes de gestion des finances publiques sont entre autres la couverture et la transparence du budget, la budgétisation basée sur les politiques publiques, la prévisibilité et le contrôle de l'exécution du budget, l'amélioration du système d'informations financières et budgétaires, l'application et l'opérationnalisation des textes issus de la transposition des directives UEMOA de 2009, le contrôle interne et externe. Le PRGFP IV a intégré également le principe du séquençage adéquat dans la programmation et la mise en œuvre des actions de réforme.

¹⁵ Ce montant est calculé à partir des budgets prévisionnels des différents projets/programmes (clos/en cours) contribuant à la mise en œuvre de l'Initiative 3N sur la période 2012-2015 (y compris les financements d'urgence en réponses aux crises ponctuelles), répertoriés par le HC3N à la date du 30 juin 2015. Une étude portant sur le financement de l'Initiative 3N par les ONG est en cours. Ce montant pourrait donc subir des modifications ou ajustements.

de mobilisation de fonds de 119,43%. Ainsi, les prévisions de mobilisation de fonds sur ressources propres de l'Etat et/ou sur financements extérieurs ont été dépassées en 2012 et 2015.

Le nouveau plan d'action 2016-2020 finalisé fin 2016 ambitionne un financement d'environ 1 500 milliards FCFA soit environ 300 milliards de FCFA annuel, cible revue à la hausse en prenant en compte les engagements des différents partenaires sur la période et des excellents résultats de financement de la période 2011-2015. Néanmoins, cette cible sous-estime les contraintes budgétaires apparues depuis 2015 en raison d'un contexte sécuritaire tendu et d'une fragilité accrue en termes de collecte des recettes. Il a été constaté en effet une diminution annuelle du budget alloué à certains ministères clés¹⁶ du secteur sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable SANAD de près de 25 % entre 2014 et 2016. Aussi, en prenant en compte les dépenses réalisées en 2016 de ces ministères clés, elles s'élevaient à 96.85 milliards FCFA et les prévisions de financement en 2017 sont de 123 milliards, soit 27 % de plus que l'exécution 2016, mais tout de même 22 % de moins que la loi des finances rectificative (LFR2016) et 7 % de moins que l'exécution 2015.

Le secteur SANAD est celui qui a servi le plus de variables d'ajustement aux difficultés de mobilisation des recettes et pour permettre le financement des dépenses liées à la sécurité¹⁷. Concernant plus spécifiquement l'exécution des dépenses 2016, les dépenses les plus importantes concernent les subventions à l'Office National des Aménagement Hydro-Agricoles - ONAHA - (507,4 millions FCFA) et à L'Institut National de Recherche Agronomique du Niger - INRAN - (1 milliards de FCFA), les acquisitions d'engrais et matériels agricole (620 millions FCFA), les investissements sur fonds propres au bénéfice de l'agriculture et de l'élevage (4.6 milliards FCFA) et la mise en œuvre des investissements sur financement danois dans le secteur de l'hydraulique.

Les crédits déconcentrés aux régions du secteur rural ont été divisés par 3, et sont passés de 28,51 milliards de FCFA en 2014 à 8,17 milliards de FCFA en 2016. Cette situation impacte directement la qualité et la quantité de l'appui conseil délivré par les services techniques, mais également l'encadrement de l'investissement et le pilotage de la politique sectorielle.

Toutefois, l'élaboration des lois de finance rectificative 2017 actuellement en cours, dans le cadre de la négociation du présent avenant et assortie d'un dialogue politique plus intense sur le sujet de la part de la Délégation de l'UE a permis de faire prendre conscience aux autorités de la situation.

En parallèle, le secteur fait office de bon élève dans l'opérationnalisation de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) avec l'intégralité des ministères du secteur ayant remis leur Document de programmation pluriannuel des dépenses au ministère des finances dans le cadre de la préparation du budget 2018. Les ministères et le Haut Commissariat 3N effectuent en outre un plaidoyer budgétaire important pour la loi de finances 2018, mais également dans le cadre de la préparation de la loi des finances rectificative 2017 en se basant sur ces nouveaux outils auprès du ministère des finances.

¹⁶ Ministères de l'Agriculture et de l'Elevage, de l'Environnement, de l'Hydraulique.

¹⁷ Si on considère les sous-secteurs, ils n'ont pas tous été impactés de la même manière. En effet le sous-secteur agriculture/élevage voit ses dépenses diminuées de 37 % entre 2014 et les prévisions 2017. Pour l'hydraulique cet effondrement est de 38 % pour la même période. Pour ces deux sous-secteurs ce sont les investissements sur ressources internes qui expliquent ces baisses drastiques : divisé par 10 en 4 ans pour l'agriculture et l'élevage, divisé par 4 pour l'hydraulique sur la même période. A l'opposé des poids lourds du secteur, l'environnement bénéficie d'une embellie budgétaire (+ 30 % sur la période), de même que le haut-commissariat 3N (+ 1800 %) qui bénéficie à partir de 2015 et de plus en plus, de projets sur financements externes.

Au regard des différents efforts enregistrés dans la mise en œuvre des actions de réformes, de l'engagement des autorités à élaborer et à mettre en œuvre le plan d'investissement 3N 2016-2020, des avancées en matière d'opérationnalisation de LOLF, sur la base de l'évaluation PEFA 2016 et de la nouvelle stratégie, la Délégation de l'UE estime que le Niger a réalisé des progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes de la gestion des finances publiques et maintient son éligibilité à l'appui budgétaire en ce qui concerne cette condition générale.

1.2.4 Transparence et contrôle du budget:

La transparence budgétaire et la diffusion de l'information budgétaire se sont substantiellement améliorées ces dernières années. Les autorités nigériennes ont multiplié les initiatives pour diffuser les informations budgétaires auprès des citoyens. Cela passe notamment par des relais de la société civile et l'organisation des réunions de présentation des projets de budget à la société civile, au secteur privé et aux PTFs. Par ailleurs, les documents budgétaires et les exposés de motifs des lois des finances ainsi que les rapports périodiques (trimestriels et annuels) d'exécution budgétaire sont désormais régulièrement publiés sur le site web de l'Institut National de la Statistique (www.stat-niger.org), du ministère des finances (www.finances.gouv.ne), et de la direction générale des impôts (DGI) (<http://www.impots.gouv.ne>). Un résumé sommaire des exposés de motifs des lois de finances est également inséré dans les journaux. Les lois de finances sont également publiées au Journal Officiel, qui est édité et librement accessible aux citoyens. Les rapports annuels et trimestriels d'exécution du budget de l'Etat ainsi que les lois de règlement sont régulièrement élaborés et publiés. Le délai de mise en ligne des documents budgétaires a été réduit au cours de la gestion 2015. Par ailleurs, un effort important a été observé dans le rattrapage des retards dans la production et l'adoption des comptes de gestion et des lois de règlement, avec la transmission de la loi de règlement de l'exercice 2015 et des comptes de gestion 2015 à l'Assemblée nationale. Ces progrès ont permis d'améliorer la notation du Niger au niveau de l'indice de budget ouvert (IBO) dont la note est passée à 17/100 contre 4/100 en 2012. Malgré cette évolution positive, la note du Niger reste très inférieure à celle du Mali (46/100), du Burkina Faso (43/100) et du Benin (45/100). Aussi, les résultats de l'évaluation PEFA 2016 révèlent que l'accès du public à l'information budgétaires s'est amélioré (PI.10) ; en effet cet indicateur est noté B en 2016 contre C en 2012 (selon la méthodologie PEFA 2011).

Le Parlement a approuvé en mars 2014 la loi sur la transparence budgétaire. Les débats de l'Assemblée Nationale sur le projet de loi de Finances et son adoption sont publics et couverts par les radios et la télévision nationale. Les projets de loi des finances initiales et rectificatives des exercices budgétaires 2016 et 2017 ont été adoptés par le parlement après discussions au sein de la commission affaires financières de l'assemblée nationale. Au niveau du contrôle à priori, un service du Contrôle des marchés publics et des engagements financiers, est installé dans l'ensemble des ministères, des institutions et des établissements publics ainsi que les huit régions. Concernant les contrôles de la Cour des Comptes, celle-ci a vu ses effectifs renforcés depuis 2013; elle publie chaque année un rapport annuel public sur ses contrôles et la mise en œuvre des recommandations de ses audits précédents. En 2015, l'Inspection Générale des Finances (IGF) est devenue une entité autonome au lieu d'une Direction Générale. Les rapports publics généraux de la Cour des comptes et de l'IGF ainsi que ceux de l'audit des marchés publics sont régulièrement publiés et mis en ligne. Par ailleurs, l'agence de régulation des marchés publics (ARMP) conduit des audits annuels des marchés publics. Les rapports définitifs de ces audits sont régulièrement publiés et mis en ligne (<http://www.armp-niger.org>) ; l'audit des marchés publics 2014 sont publiés sur le même site.

Au regard de tout ce qui précède, la Délégation de l'UE considère que le "point d'entrée" de la condition relative à la transparence budgétaire est atteint.

2 RISQUES ET HYPOTHESES:

Risques	Niveau de risque(E/M/F)	Mesures d'atténuation
Risques contextuels		
<ul style="list-style-type: none"> Situation sécuritaire se dégrade dans le pays 	M	<ul style="list-style-type: none"> Veille autour des perturbations sécuritaires et ajustement des activités Certains projets FED (PAJED II) et ICSP offrent déjà de l'appui financier et technique aux forces de sécurité
<ul style="list-style-type: none"> Croissance démographique galopante 	E	<ul style="list-style-type: none"> Politiques de planification familiale (promue également de manière permanente par le dialogue politique)
<ul style="list-style-type: none"> Récurrence de crises alimentaires /catastrophes naturelles 	E	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la lutte contre les causes de l'insécurité alimentaire malnutrition chroniques Appui aux mécanismes de prévention et de réponses aux crises
Risques liés à la programmation		
<ul style="list-style-type: none"> Faible capacité des partenaires en termes d'absorption des fonds 	M	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de dispositifs d'appui Renforcement du dialogue avec l'administration publique / coordination PTF Adaptation des modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> Gestion fiduciaire défaillante 	M	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'appui, renforcement de capacités Appui traçabilité, suivi en relation avec MEF Renforcement des contrôles et des audits
<ul style="list-style-type: none"> Non-respect de l'additionnalité de l'ABS au budget national 	M	<ul style="list-style-type: none"> Engagement dans le cadre du CRS Indicateur lié à l'augmentation progressive de la part du budget du secteur SANAD par rapport au budget global
Risques institutionnels		
<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance de transferts des ressources / compétences vers les services techniques et les CT 	M	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la territorialisation de la politique sectorielle Indicateur budgétaire relatif à l'augmentation de la part des crédits déconcentrés
<ul style="list-style-type: none"> Capacité insuffisante dans l'application des réformes 	M	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de dispositifs de suivi / redevabilité Progressivité des réformes, engagements mutuels suivis par dialogue politique sectoriel Renforcement en termes d'assistance technique et d'équipements
<ul style="list-style-type: none"> Instabilité et mobilité des ressources hu- 	M	<ul style="list-style-type: none"> Ciblage des appuis aux directions techniques et aux acteurs privés

Risques	Niveau de risque(E/M/F)	Mesures d'atténuation
maines		
Hypothèses : Stabilité politique et institutionnelle		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés:

Une des principales leçons apprises est que le Gouvernement du Niger et ses partenaires ont employé ces dernières années des ressources significatives à la gestion de crises alimentaires et nutritionnelles. La recherche de solutions durables aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle appelle cependant à un rééquilibrage en faveur de la prévention des crises, conformément aux recommandations issues du processus AGIR (« Alliance Globale pour les Initiatives de Résilience »), au Niger, qui a donné lieu à des réflexions approfondies et inclusives sur ces questions et a abouti à l'identification de « Priorités Résilience Pays ». Entre 2012 et 2015, la Niger a adhéré à plusieurs mouvements internationaux, continentaux et régionaux, et les engagements pris en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent être incorporés dans la Programmation de l'Initiative 3N. Il convient notamment de citer les nouveaux Objectifs de développement durable, les engagements issus de la COP 21, les processus « *Scaling Up Nutrition* » et « *Renewed Effort Against Child Hunger and undernutrition* », le « Défi Faim Zéro », la « Plateforme pour la gestion des risques agricoles » et le mouvement pour une « Agriculture intelligente (ou résiliente) face au climat », les engagements du Sommet des Chefs d'Etat à Malabo sur la « Transformation de l'Agriculture Africaine pour une Prospérité Partagée et un Mieux-être, à travers l'exploitation des Opportunités pour la Croissance Inclusive et le Développement Durable ». Le réajustement prévu pour la prochaine phase 2016-2020 du plan d'action de l'I3N devra permettre de corriger ces insuffisances, d'intégrer ces initiatives et d'appréhender le concept de la « résilience », de manière multidimensionnelle et donc transversale.

En ce qui concerne la prévention et la gestion des crises alimentaires (domaine prioritaire de l'aide de l'UE sur la période 2008-2014), les différentes évaluations mettent en avant la nécessité de : i) contribuer à une meilleure appropriation des stratégies de prévention et de protection sociale spécifiquement destinées à combattre la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique, ii) harmoniser les mécanismes de ciblage et systèmes de suivi de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, iii) mieux anticiper/répondre aux crises/catastrophes d'une manière intégrée, complémentaire et articulée avec les efforts plus durables, iv) équilibrer les volets prévention/résilience et réponses d'urgence afin de lutter plus efficacement contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire. Au niveau de la nutrition, le focus a été principalement porté sur la prise en charge de la malnutrition aigüe globale. Malgré ces efforts, sa prévalence n'a que peu évolué depuis la révélation de la crise nutritionnelle en 2005. L'insuffisance d'appuis à la prévention de la malnutrition via une approche multisectorielle s'attaquant aux causes économiques, alimentaires, culturelles et sanitaires n'a pas entraîné de recul significatif de la prévalence de la malnutrition chronique. Par ailleurs, afin de réduire les impacts du manque d'hygiène, les évaluations dans le secteur ont souligné la nécessité d'accorder une attention particulière sur le volet Hygiène et Assainissement.

Plusieurs aides budgétaires générales ou sectorielles sont en cours au Niger. Des leurs analyses il ressort en particulier les enseignements suivants : i) ne pas s'appuyer sur un nombre trop important de conditions ou déclencheurs dont le suivi serait difficile à réaliser, ii) dialogue entre les PTF utilisant les aides budgétaires conditionnées, afin de rechercher une com-

plémentarité et une cohérence sectorielle globale, iii) la fongibilité des aides budgétaires, y compris sectorielles peuvent, dans un contexte budgétaire tendu se traduire par un sous-financement du secteur. Par ailleurs, des expériences positives d'appuis se rapprochent de la modalité ABS : i) au DNP-GCA, ii) au Ministère de l'Hydraulique / Assainissement (MHA), qui dispose des Budgets Programmes par Objectifs (BPO) depuis 2009 (décliné par région) et d'un CDMT depuis 2013. Le dialogue sectoriel s'inscrit dans des cadres de concertation Etat-PTF, Etat-ONG et dans le cadre d'une revue sectorielle annuelle Etat-PTF. Les programmes Appui au démarrage de l'approche programme dans le secteur rural au Niger de l'UE et le Programme d'Appui au Secteur Rural de Danida ont permis de jeter les bases d'une approche programme qui sont autant d'atouts pour un futur CRS.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs:

Les orientations du programme SANAD sont cohérentes et complémentaires avec le Programme APE pour le développement (PAPED). En effet, le développement des chaînes de valeur prioritaires, le développement et la facilitation des échanges, l'amélioration des infrastructures liées au commerce demeurent les programmes opérationnels du PAPED.

L'I3N prévoit des cadres de dialogues, de concertation et d'opérationnalisation pour chacune des thématiques du plan d'action 2016-2020 de l'I3N. Les cadres de concertation actuels ont joué davantage un rôle de coordination stratégique que de suivi et de coordination opérationnelle. Les cadres régionaux de concertation sont peu actifs. Le système des Nations Unies dispose d'un Programme conjoint de ses agences. L'UE, les pays membres de l'UE et la Suisse sont en train de mettre en place une programmation conjointe pour la période 2016-2020. Il existe également des cadres de concertations entre les organisations de la société civile et entre les ONG.

Par ailleurs, ce Contrat de Réforme Sectoriel est conçu pour être complémentaire aux autres programmes de l'UE mis en œuvre actuellement ou prévus au Niger, notamment le projet PARC-DAD soutenu par l'Alliance mondiale contre le changement climatique, le projet venant en appui à la sécurisation de systèmes fonciers pastoraux/lignes directrices sur la gouvernance foncière, le projet Initiative Accélération OMD mis en œuvre par l'UNICEF et par le Ministère en charge de l'Hydraulique, ainsi que le futur appui à la plateforme sur les systèmes d'informations en matière de nutrition (en cours de préparation). Dans le domaine de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire, les appuis techniques et financiers de l'Agence française de développement et de la Coopération suisse et les composantes du présent CRS sont complémentaires. C'est également le cas du nouveau programme de Luxdev en matière de renforcement des capacités du ministère de l'hydraulique pour la composante sécurité nutritionnelle. Dans le cadre du domaine du renforcement institutionnel et des finances publiques, le programme s'inscrit dans une étroite complémentarité avec les interventions de la Banque mondiale et de la Banque Africaine de Développement.

Le projet de mise en place d'un cadre de concertation Etat-PTF sur les appuis budgétaires est en cours.

3.3 Questions transversales

L'égalité des chances entre hommes et femmes demeure un défi majeur. Pourtant la sécurité alimentaire et nutritionnelle est intimement liée au rôle, aux capacités et au bien-être des femmes. L'accès des femmes à l'éducation reste limité malgré des progrès obtenus sur la scolarisation des filles. Notons que la prévalence de la malnutrition chronique est presque trois fois plus élevée chez les enfants dont les mères n'ont aucun niveau d'instruction comparé à

ceux dont les mères ont eu accès à une instruction jusqu'au secondaire ou plus¹⁸. L'égalité des chances entre hommes et femmes demeure un défi majeur. L'accès des femmes à l'éducation reste limité malgré des progrès obtenus sur la scolarisation des filles. Des normes sociales en place confèrent une autonomie limitée aux femmes. Selon les coutumes, les femmes sont défavorisées concernant l'accès à l'héritage et à la terre. Les mariages précoces sont répandus et le taux de fécondité très élevé. Le pays dispose d'une politique genre de 2008 qui met l'accent sur l'amélioration de l'environnement légal, économique et socio-culturel. Les aspects genre sont pris en considération en tant que principe directeur d'intervention dans l'Initiative 3N mais leur prise en compte dans le suivi et la mise en œuvre demeure faible. Le rôle moteur de mise en œuvre de la politique genre par le Ministère de la Population, Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant est insuffisamment mis en valeur dans la collaboration interministérielle de l'initiative 3N.

Le Niger est situé dans une région hautement instable. Le pays s'est doté d'une Haute Autorité à la Consolidation de la Paix et met en œuvre une Stratégie de Développement et Sécurité dans des zones à risque avec l'appui de l'Union européenne. Une analyse récente des facteurs de conflits au Niger (2014) met l'accent sur des types de conflits liés à 1) l'accès aux ressources naturelles (y compris l'accès à la terre), 2) l'accès aux ressources publiques, 3) la gestion du pouvoir politique, 4) la croissance démographique associée avec la marginalisation des jeunes et 5) des questions transfrontalières dont l'extrémisme religieux.

De plus, l'accroissement de la vulnérabilité au changement climatique a été particulièrement mis en exergue depuis la seconde communication nationale sur le changement climatique (2010). La Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN, 2015) présente l'adaptation au changement climatique comme étant une priorité nationale.

Initialement, les considérations concernant la prévention des conflits et la migration n'ont pas été intégrées de manière explicite dans l'Initiative 3N et des synergies avec des activités dans le domaine de la sécurité sont faibles. Potentiellement, les actions identifiées dans les axes de l'initiative sont susceptibles d'avoir des effets significatifs sur la prévention des conflits et la fixation des jeunes à travers les actions de promotion des productions irriguées, la récupération des terres dégradées et les filets sociaux de sécurité.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif / résultats

L'objectif général de ce programme est d'appuyer les efforts du gouvernement de la République du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.

Il contribuera ainsi à la mise en œuvre du Plan d'action de la Valette, en particulier dans le domaine 1.1 "Investir dans le développement et l'éradication de la pauvreté. Ce programme, contribuera d'une part à améliorer les conditions pour le développement socio-économique du pays en particulier dans les zones de départ de migrants, à travers l'aboutissement des réformes relatives à la sécurisation foncière, à la gestion des ressources naturelles dont dépend la grande majorité de la population nigérienne et au financement des intrants et des subventions agricoles. D'autre part, il contribuera à renforcer la résilience à travers l'augmentation et l'amélioration de la couverture des besoins des ménages en insécurité alimentaire et nutritionnelle mais aussi à travers la réduction des disparités géographique et de genre dans l'accès à

¹⁸ Source : DHS 2012. Prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans : 7,9% lorsque la mère à un niveau d'instruction secondaire ou supérieur ; 21,7% lorsqu'elle n'a aucun niveau d'instruction.

l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement de base. A cet effet et entre autres, à l'horizon 2020 il a été retenu conjointement que l'amélioration du service public se traduise par l'assistance dans les délais à au moins 100 000 ménages en insécurité alimentaire sévère, par l'amélioration du taux d'accès théorique à l'eau potable pour qu'il dépasse 50 % dans plus de 60 communes à forte disparité, par des dotations en latrines différenciées pour les filles/femmes dans plus de 40 % des écoles et des centres de santé intégrée.

Si nécessaire, la réintégration de migrants à travers l'accompagnement dans des activités agricoles pourra être financée grâce à l'appui complémentaire.

Les objectifs spécifiques de ce programme visent à :

1. Accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il réalise les objectifs fixés en matière de politique sectorielle;
2. Promouvoir les politiques et les réformes sectorielles;
3. Renforcer la gouvernance au niveau sectoriel;
4. Répondre aux besoins essentiels de la population à travers l'amélioration de l'accès aux services dans les domaines de l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les résultats attendus de ce programme sont :

- i. la gouvernance à niveau sectoriel est renforcée ;
- ii. la fourniture des services publics est améliorée ;
- iii. les disparités géographiques et de genre sont réduites.

En particulier pour 2016, les 30 000 000 EUR additionnels fournis à partir des réserves du 11^e FED permettront de répondre aux besoins additionnels pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger dans le cadre de la réponse PRO-Resilience (*Addressing the global impact of "El Niño" and other contexts on food security*).

La modalité de mise en œuvre envisagée pour le présent appui est un Contrat de Réforme Sectorielle (CRS) assorti d'un appui complémentaire en gestion directe. Son coût total est de 243 000 000 EUR et sa durée opérationnelle de 60 mois (2016 – 2020). Il est envisagé un appui budgétaire de 231 000 000 EUR et un appui complémentaire de 12 000 000 EUR.

4.2 Principales activités

4.2.1 Appui budgétaire

Le dialogue sectoriel sera basé sur les progrès dans la mise en œuvre des conditions générales de décaissement (cf. section 2.1.2). Les principales activités correspondent aux domaines retenus pour évaluer le niveau de performance, qui conditionne le taux de décaissement des tranches variables (cf. section 2.1.2).

4.2.2 Appui complémentaire:

L'aide budgétaire sera également complétée par des mesures d'accompagnement sous forme d'appuis institutionnels, assistance techniques, études, évaluation, vérifications visant notamment :

- a) L'établissement des situations de référence en matière des surfaces sécurisées par région, de superficies restaurées et leur géo-référencement, du taux d'accès théorique à l'eau po-

- table par commune, de l'équipement en matière de latrines féminines dans des lieux publics tels que les écoles primaires et les centres de santé intégrés;
- b) Appui institutionnel, juridique et technique au Secrétariat permanent du Code rural et à ses démembrements ainsi qu'aux commissions foncières en vue d'améliorer le dispositif juridique et de rendre plus performante la gestion de l'information foncière centrale et locale en complémentarité/synergies avec les autres appuis (GIZ, UE);
 - c) Appui institutionnel, juridique et technique pour favoriser l'opérationnalisation de mécanismes durables de financement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN) en complémentarité avec les appuis européens en cours (Danida, Coopération suisse) et analyse de l'efficacité des subventions existantes pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette dernière analyse pourrait être menée conjointement avec la Banque mondiale.
 - d) Analyse référentielle de l'insécurité alimentaire chronique et appui à la définition d'un cadre stratégique et institutionnel sur les transferts sociaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en complémentarité/synergie avec l'appui apporté par la Banque mondiale/DFID sur les filets sociaux adaptatifs;
 - e) Bilan et diagnostic des fonctions du Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires et appui à l'élaboration d'un document fixant les principes directeurs des interventions répondant à l'insécurité alimentaire conjoncturelle adopté et adoption d'un chronogramme de référence pour les opérations;
 - f) Etude sur la viabilité d'une filière locale d'aliments fortifiés et appui à la définition d'un cadre de partenariat public-privé pour assurer la production locale d'aliments fortifiés;
 - g) Renforcement des capacités institutionnelles des ministères sectoriels en relation notamment avec le système de suivi-évaluation, l'intégration d'innovations technologiques, notamment en ce qui concerne le géo-référencement et suivi à jour des surfaces effectivement restaurées, la mise à jour des annuaires statistiques agricoles, la mise en place de mécanismes et d'outils de collectes de données relatives aux actifs agricoles¹⁹;
 - h) Amélioration des méthodes et outils de programmation budgétisation (en lien avec directive UEMOA), l'amélioration des délais de passation des marchés publics, l'amélioration du suivi technique des données des programmes constitutifs de I3N, la mise en place d'un suivi budgétaire conforme à l'approche programme et d'un suivi technique et budgétaire intra-annuel proactif en complémentarité avec les autres appuis de renforcement de la GFP prévus, appui à l'élaboration des manuels de procédures conformes avec la directive UEMOA;
 - i) Renforcement de capacités destiné à améliorer la transparence et le suivi par les institutions de contrôle internes et externes (réseau des parlementaires, cour des comptes, IGF, audits internes) et par la société civile, les laboratoires de recherche impliqués dans le secteur ;
 - j) Audit et missions de vérification permettant de déterminer le niveau de réalisation de certains indicateurs liés à la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Par ailleurs, un appui sera fourni via la ligne thématique Biens publics mondiaux pour l'opérationnalisation de la *plateforme d'information sur la sécurité nutritionnelle*. A cet effet,

¹⁹ Un actif agricole doit être compris en termes de profession principale exercée, au sens de la catégorie socio-professionnelle. Cette notion inclue plusieurs sous catégories qui seront suivies, en particulier celles des salariés déclarés (à proprement parlé l'"emploi"), mais aussi les salariés non déclarés, les patrons, l'agriculture vivrière (cad essentiellement tournée vers l'autoconsommation), les aides familiaux etc.... Etant donné l'aspect majoritairement informel et saisonnier du secteur agricole, des informations détaillées sur les différentes sous catégories d'actifs permettront un meilleur suivi des dynamiques et des impacts en termes de contribution à la réduction de la pauvreté du secteur.

l'appui complémentaire viendra soutenir les capacités du HCI3N en termes d'analyse, de diffusion et d'aide à la décision des informations issues de la base de données qui sera placée au sein de l'Institut national des statistiques.

4.3 Logique d'intervention

Le soutien à l'agriculture durable, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle contribue à renforcer la résilience de la population nigérienne face aux chocs extérieurs et aux aléas climatiques. Les niveaux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle (conjoncturels et chroniques) restent élevés au Niger, parfois supérieurs aux seuils d'urgence. L'incidence de la pauvreté est forte, plus particulièrement en milieu rural. L'objectif d'assurer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et le développement de l'agriculture durable est fortement soutenu au niveau politique, prouvé par une politique multisectorielle spécifique et un portage institutionnel à très haut niveau.

L'agriculture nigérienne se prévaut d'un potentiel de croissance bien que la démographie en milieu rural soit perçue comme un défi majeur pour ce potentiel. En effet, les petits producteurs agricoles et les ménages ruraux sont confrontés de plus en plus à un morcellement des terres, à la baisse de fertilité des sols, à la remontée du front agricole et la diminution des espaces pour la production pastorale, à la dégradation des ressources naturelles... Il va sans dire que ce potentiel agricole et environnemental doit être vigoureusement soutenu en vue de répondre aux besoins des petits producteurs sur le plan du revenu et de leur autosuffisance. Cela à travers la mise en œuvre des politiques appropriées, l'accroissement de transferts financiers efficaces pour les besoins en intrants (au sens large), la modernisation, la proximité et la bonne gouvernance des administrations du secteur, le transfert des ressources au niveau déconcentré et décentralisé sur la base des prérogatives transférées, la mise en œuvre ou l'aboutissement des réformes, la réduction des disparités de genre et géographique, objectifs poursuivis dans le cadre du présent appui.

Le Niger a connu ces dix dernières années des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes²⁰. Des ressources substantielles sont mobilisées chaque année pour répondre à cette vulnérabilité transitoirement aigüe²¹. La vulnérabilité chronique affecte, quant à elle, un quart de la population rurale en moyenne, et ce indépendamment du niveau global de production céréalière²². La recherche de solutions durables aux causes sous-jacentes appelle à un rééquilibrage en faveur de la prévention des crises. Par ailleurs, la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans, qui s'élevait à 45,5 % au niveau national en 2014²³, est en permanence au-dessus du seuil d'alerte (40 %). La prévention de la malnutrition chronique constitue une priorité nationale et il existe aujourd'hui un consensus autour de la nécessité d'une approche qui assure une vision multisectorielle afin de prendre en compte les causes structurelles de la malnutrition. Le pays s'est doté en décembre 2015 d'une politique nationale multisectorielle sur la sécurité nutritionnelle. Un plan d'action est en cours d'élaboration, il nécessitera un suivi et un appui à travers la mise en place d'une plateforme d'information. Le CRS SANAD contribuera à renforcer les volets 1 à 5 du Plan d'action (1. Gouvernance nutritionnelle, 2. Nutrition adéquate des groupes cibles, 3. Disponibilité, approvisionnement et consommation alimentaire en quantité et qualité, 4. Eau et assainissement, 5.

²⁰ Les crises de 2005, 2010, et 2012 qui ont chacune affecté plus de 3,5 millions de personnes au Niger.

²¹ Les dépenses annuelles d'assistance humanitaire dédiées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont de l'ordre de 300 millions USD. UN-OCHA.

²² Revue du Plan de Développement Economique et Social 2014.

²³ Deux régions ont des prévalences beaucoup plus élevées que la moyenne nationale: Maradi (55,9 %), Zinder (48,4 %). SMART 2014

Protection Sociale).

Le HC3N, les services des Ministères et administrations de mission et les autres parties prenantes (notamment les collectivités territoriales et les organisations de producteur) aussi bien au niveau national que déconcentré éprouvent des besoins en renforcement institutionnel/gouvernance, en renforcement de capacités en planification-programmation-budgétisation, gestion des marchés publics et suivi/évaluation de l'exécution des actions publiques, surtout dans la perspective de l'application de la directive UEMOA²⁴. C'est de là que découle la nécessité de prévoir un renforcement de capacités conséquent de l'ensemble des parties prenantes, y compris les parlementaires qui seront mieux associés au processus budgétaire.

Le dialogue inter-acteurs sera un élément clé. A cet effet, des indicateurs de « dialogue » ont été identifiés et permettront d'apprécier les progrès dans la mise en œuvre du Programme National (I3N), ainsi que la crédibilité et la pertinence de cette politique.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) n°2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire:

5.3.1 Motivation des montants affectés à l'appui budgétaire:

Le montant alloué est de 231 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et de 12 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

Le montant de 231 000 000 EUR repose sur une répartition de 40 000 000 EUR en 2016, de 38 000 000 EUR en 2017, de 49 000 000 EUR en 2018, de 51 500 000 EUR en 2019, et 52 500 000 EUR en 2020 équivalent en moyenne à 14,2 % du budget an-

²⁴ Directive N°06/2009/CM/UEMOA portant lois de finances au sein de l'UEMOA et transposée au Niger dans la loi N° 2012-09 du 26 mars 2012 portant loi organique relative aux lois de finances. L'application de la directive 6 de l'UEMOA sur les finances publiques à partir du budget 2017 constitue une véritable mutation de l'approche programmatique et budgétaire. Elle constitue une opportunité et un atout importants pour des mécanismes de gouvernance d'I3N plus cohérents, transparents, efficaces, mieux coordonnés nécessaires à un contrat de réforme sectorielle. C'est de là que découle la nécessité de prévoir un renforcement de capacités conséquent de l'ensemble des parties prenantes. Par ailleurs les parlementaires seront mieux associés au processus budgétaire grâce aux réformes UEMOA.

nuel (externe et interne) des ministères de l'I3N (agriculture, élevage, environnement, hydraulique et assainissement: 324 000 000 EUR soit 213 milliards FCFA):

- a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la politique sectorielle SANAD/stratégie I3N 2016-2020, et maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique;
 - Mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité;
 - Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du programme de réforme de la gestion des finances publiques en cours en général et en particulier dans le 'secteur' SANAD;
 - Progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

Le décaissement des tranches d'appui budgétaire dépend :

- pour 2016, de la condition spécifique de l'inscription d'un montant de 15 000 000 EUR sur une ou plusieurs lignes appropriées dédiées à la sécurité alimentaire de la loi de finances rectificative ;
 - pour 2017, de la condition spécifique de l'inscription dans la loi de finances 2017 de 15 000 000 EUR sur une ou plusieurs lignes appropriées dédiées à la sécurité alimentaire;
- b) Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliqués aux tranches variables sur la période 2016-2020 portent sur les domaines sectoriels suivants:
- Développement de l'agriculture durable, à travers l'aboutissement des réformes relatives à la sécurisation foncière ou à la gestion des ressources naturelles, mais aussi le renforcement de la capacité, de la gestion et de la redevabilité des financements au secteur (allocations et exécution des dépenses, y compris auprès des services déconcentrés, financement de l'appui conseil, des intrants et des subventions agricoles) et l'amélioration du pilotage et du suivi du secteur, notamment la collectes des données et le calcul des statistiques dans le secteur.
 - Sécurité alimentaire, à travers l'augmentation et l'amélioration de la couverture des besoins des ménages en insécurité alimentaire et nutritionnelle;
 - Sécurité nutritionnelle, à travers la réduction des disparités géographique et de genre dans l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement de base.

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'Ordonnateur national à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire:

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

L'appui budgétaire est composé de tranches fixes et variables dont la répartition est la suivante en M d'euros :

Calendrier indicatif de décaissement (M EUR)	2016	2017	2018	2019	2020	Total (EUR)	%
Tranche fixe en montant	30	25	20	15	15	105	45,5 %
Tranche variable en montant	10	13	29	36,5	37,5	126	54,5 %
Total montant	40	38	49	51,5	52,5	231	100 %

5.4 Modalités de mise en œuvre de l'appui complémentaire

5.4.1 Passation de marchés (gestion directe):

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'appui complémentaire, il est prévu de lancer plusieurs appel d'offres pour la prestation d'assistance technique, d'appui institutionnel et de renforcement de capacité, l'acquisition de fournitures, effectuer les évaluations, la vérification des indicateurs/audits, mais aussi pour assurer la communication et visibilité du programme.

Objet en termes génériques, si possible	Type (fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique, appui institutionnel et renforcement de capacité, y inclus communication et visibilité	Marchés de service	4	T1 2017
Acquisition d'équipements pour les dispositifs de suivi et de renforcement des systèmes du secteur rural	Marchés de fournitures	1-2	T1 2018

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif:

	Contribution de l'UE (en EUR)
5.3 - Appui budgétaire - Contrat de réforme sectorielle	231 000 000
5.4.1 – Passation de marchés en gestion directe pour la prestation d'assistance technique, d'appui institutionnel et de renforcement des capacités	10 000 000
5.4.1 – Passation de marchés en gestion directe pour acquisition de fournitures	1 000 000
5.9 – Évaluation (gestion directe)	350 000
5.10 – Audit (gestion directe)	350 000
5.11 – Communication et visibilité (gestion directe)	300 000
Totaux	243 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le suivi global du programme aura lieu dans le cadre d'un comité de pilotage présidé par l'Ordonnateur National. La modalité de mise en œuvre retenue étant l'appui budgétaire, aucune entité parallèle de mise en œuvre ne sera mobilisée dans le cadre de ce projet. Dans le respect du principe d'appropriation, la coordination est assurée par le Ministère de l'Economie et des Finances (Ordonnateur national du FED) dans le cadre de réunions régulières qu'il convoque et auxquelles tous les acteurs qui seront impliqués dans la mise en œuvre du programme participent.

En particulier, un groupe technique restreint pour le suivi opérationnel de cet appui budgétaire, y compris sa composante d'appui complémentaire, sera mis en place, réunissant les représentants du Ministère de l'Economie et des Finances dont la Cellule Union européenne, du Haut-commissariat à l'initiative 3 N, ainsi que de l'ensemble des ministères, administrations de mission et établissements publics relevant du secteur SANAD et de la Délégation de l'UE. Ce groupe de travail se réunira régulièrement afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du programme et en particulier d'examiner et de finaliser les requêtes de décaissement.

Le Ministère de l'Economie et des Finances met en place un cadre dialogue Etat – PTF intervenant dans l'appui budgétaire. La Délégation de l'UE à Niamey est étroitement associée à l'organisation et au suivi de ces réunions.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la liste d'indicateurs de résultat. Le rap-

port sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer des visites de suivi des indicateurs, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé en 2018 à une évaluation à mi-parcours de la présente action par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission mais également à une évaluation finale en 2020.

Elle sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à la mise en œuvre de la réforme UEMOA des finances publiques, la progression de la mise en œuvre de la politique sectorielle, la mise en œuvre des activités d'appui institutionnel.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du programme.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

A titre indicatif, il sera conclu 2 marchés de services d'évaluation dans le cadre du présent programme via des contrats-cadres.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'audit au titre du contrat-cadre au cours du T3 2017 et du T3 2019.

5.11 Communication et visibilité:

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les con-

trats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Dans le cadre de la présente action, les actions de communication et visibilité seront conjointement définies par les ministères techniques, l'ON et la DUE, et mises en œuvre par le biais de contrats d'assistance technique en gestion directe décrits dans le point 5.4.1 du présent document.

Appendice – Liste indicative des indicateurs de résultat²⁵

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectif général impact	Aider le Gouvernement de la République du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.	1. Prévalence de la malnutrition chronique (enfant de 6 – 59mois) ** 2. Pourcentage de ménages ruraux en insécurité alimentaire chronique**	1. 45,5 % (2014) 2. 28,5 % des ménages ruraux en insécurité alimentaire - (moyenne sur la période 2010 - 2015)	1. 40 % (réduction de 1 % par an) 2. A définir en 2017: Diminution des ménages ruraux en insécurité alimentaire	1. Enquêtes SMART INS 2. Enquête INS

²⁵ Indiquer «*» pour les indicateurs correspondant au document de programmation pertinent et «**» pour les indicateurs correspondant au cadre de résultats de l'UE.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectifs spécifiques : effets di-	<p><i>OS1. Accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il réalise les objectifs fixés en matière de politique sectorielle</i></p> <p><i>OS2 Promouvoir les politiques et les réformes sectorielles</i></p> <p><i>OS3 Renforcer la gouvernance au niveau sectoriel</i></p> <p><i>OS4 Répondre aux besoins essentiels de la population à travers l'amélioration de l'accès aux services dans les domaines de l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle</i></p>	<p>Agriculture durable Contribution à l'atteinte de l'ODD 2 « Faim zéro » et de l'ODD 10 « Réduction des disparités »</p> <p>1. Nombre en ha de surfaces individuelles et de surfaces communes pastorales où la sécurisation foncière a été renforcée*</p> <p>2. Surfaces restaurées (en ha) et volume d'eau sous gestion (en m3)**</p> <p>3. Nombre de bénéficiaires des services de l'appui-conseil offerts*</p> <p>Sécurité alimentaire Contribution à l'atteinte de l'ODD 2 « Faim zéro »</p> <p>4. Montant de financement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (en EUR)*</p> <p>5. Nombre de transferts sociaux pluriannuels effectués intégrant une visée nutritionnelle/nombre transferts sociaux saisonniers*</p> <p>6. Score de diversité alimentaire chez les femmes (SDAF)</p> <p>Sécurité nutritionnelle Contribution à l'atteinte des ODD 2 « Faim zéro », 5 « Egalité entre les sexes », 6 « Eau propre et assainissement » et 10 « Réduction des disparités »</p>	<p>1. Valeur à définir en 2017</p> <p>2. Valeurs à définir en 2017</p> <p>3. Valeur à définir en 2017</p> <p>4. Valeur à définir en 2017</p> <p>5. Valeur à définir en 2018</p> <p>6. Valeur à renseigner en 2018</p>	<p>1. Accroissement effectif surfaces en ha sécurisées en 2020</p> <p>2. Accroissement effectif des surfaces restaurées et des volumes d'eau gérés en 2020</p> <p>3. Accroissement du nombre de bénéficiaires des services de l'appui-conseil en 2020</p> <p>4. Accroissement des transferts financiers efficaces aux établissements du secteur en 2020</p> <p>5. Augmentation des transferts sociaux pluriannuels intégrant une visée nutritionnelle par rapport aux transferts saisonniers en 2020</p> <p>6. Amélioration du score de diversité alimentaire chez les femmes en 2020</p>	<p>1. Rapports S/E Secrétariat permanent Code rural</p> <p>2. Annuaire statistiques agricoles</p> <p>3. Annuaire statistiques agricoles</p> <p>4. Revue des dépenses publiques du secteur</p> <p>5. Rapport revue sectorielle</p> <p>6. Enquêtes nationales sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire auprès des ménages</p>

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
		7. Statut de la politique multisectorielle pour SN et de son opérationnalisation*	7. Document de politique nationale sur la sécurité nutritionnelle adopté en décembre 2015	7. Adoption du plan d'action (2017) et son financement à partir de 2018	7. Rapport revue sectorielle
		8. Taux d'accès à l'eau potable**	8. Taux d'accès national théorique à l'eau potable 56,42 % (2013)	8. Taux d'accès national théorique à l'eau potable 65 % en 2020	8. Rapport annuel Ministère en charge de l'hydraulique
Produits induits	1. Gouvernance à niveau sectoriel renforcée	1. Nombre de Schémas d'aménagement foncier adoptés favorisant l'opérationnalisation d'un système de gestion de l'information foncière	1. 4 Schémas d'aménagement foncier (SAF) en cours d'élaboration (Dosso, Tillabéry, Maradi, Zinder)	1. 4 Schémas d'aménagement foncier adoptés (1 SAF en 2018 – 3 SAF 2019) favorisant l'opérationnalisation d'un système de gestion de l'information foncière	1. Rapports du S/E SPCR
	2. Fourniture des services publics améliorée	2. Statut du système informatisé de géo-référencement des superficies restaurées/réhabilitées	2. Existence division cartographie au sein du Ministère de l'Environnement mais données non informatisées et non géo-référencées	2. Adoption et opérationnalisation du système informatisé de géo-référencement des superficies restaurées classées par leur vocation en 2019	2. Rapport Ministère environnement
	3. Disparités géographique et de genre réduites	3. Statut du système de suivi des nappes phréatiques*	3. Plan d'action national pour la gestion intégrée des ressources en eau en cours d'adoption intégrant la mise en place d'un système de monitoring des nappes phréatiques	3. Adoption et opérationnalisation du système de monitoring des nappes phréatiques en 2017	3. Rapport Ministère en charge de l'hydraulique
		4. Statut du contrat de performance en matière d'appui-conseil entre l'État, les Chambres d'agriculture et leur Réseau	4. 0 contrat de performance entre l'Etat, les Chambres d'agriculture et leur Réseau	4. Contrat de performance entre l'Etat et les établissements publics du secteur (CRA, RECA) assortis d'un transfert annuel de ressources en 2017	4. Contrat de performance
		5. Transferts de fonds pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle	5. Etudes préparatoires disponibles pour opérationnalisation du Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN)	5. Mise en place des guichets 1 et 3 du FISAN assorti d'un transfert de fonds en 2017	5. LdF
		6. Statut des contrats de performance entre l'Etat et les établissements publics pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle	6. 0 contrats de performance avec l'Office des produits vivriers du Niger – OPVN et la Centrale d'approvisionnement des intrants et du matériel agricole – CAIMA en 2016	6. 2 contrats de performance signés (1 avec OPVN et 1 avec CAIMA) en 2017	6. Contrats de performance

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
		<p>7. Statut du cadre stratégique et institutionnel pour les transferts sociaux pluriannuels intégrant visée nutritionnelle</p> <p>8. Degré et qualité de couverture des besoins des ménages en insécurité alimentaire sévère assurés dans les délais par le DNP-GCA</p> <p>9. Nombre de communes programmées chaque année pour passer à un Taux d'accès théorique à l'eau potable > 50 % *</p> <p>10. % des écoles primaires et des CSI équipés en latrines féminines*</p> <p>11. Nombre de Ministères sectoriels/administration de mission ayant i) fait l'objet d'audit institutionnel et ii) exécuté ses recommandations*</p> <p>12. Part du budget exécuté par le –sous-secteur rural²⁶ sur fonds propres hors dépenses personnel par rapport au budget global exécuté sur fonds propres hors dettes et dépenses de personnel</p> <p>13. Part du budget exécuté du sous-secteur rural²⁷ sous forme de crédits²⁸ délégués par rapport au budget exécuté par le sous-secteur rural²⁹ sur fonds propres hors dépenses de personnel</p> <p>14. Publication accessible au public des résultats provisoires et définitifs d'EPER complètes (y inclus les statistiques détaillées et dissociées en termes de genre sur les actifs agricoles)</p>	<p>7. 0 Cadre stratégique et institutionnel pour les transferts sociaux pluriannuels intégrant visée nutritionnelle</p> <p>8. 80 000 ménages en insécurité alimentaire sévère ont bénéficié d'une assistance par le DNP-GCA en 2015</p> <p>9. 120 communes rurales en 2013 avec un Taux d'accès théorique à l'eau potable < 50 % - Nouvelles valeur de base en cours d'établissement pour 2016</p> <p>10. Valeur de base à établir en 2016</p> <p>11. 0 fin 2015</p> <p>12. 2,68 % en 2016</p> <p>13. 40.67 % en 2016</p> <p>14. EPER 2015 sans données détaillées (y compris en termes de genre) sur les actifs agricoles disponible et non publiée en 2016</p>	<p>7. Adoption et opérationnalisation cadre stratégique et institutionnel pour les transferts sociaux opérationnel et intègre visée nutritionnelle</p> <p>8. 100 000 ménages en insécurité alimentaire sévère bénéficient d'une assistance dans les délais par le DNP-GCA en 2020</p> <p>9. >60 communes ont atteint + 50 % de Tat à l'eau potable en 2020</p> <p>10. 40 % des écoles primaires et 40 % des CSI sont équipés en latrines féminines en 2020</p> <p>11. L'ensemble (100%) des ministères sectoriels/administrations de mission ont validé leur audit institutionnel et plus de 60% des recommandations du plan d'audits mises en œuvre en 2020</p> <p>12. 2020 : 5,15 % concernant le ratio de progression de l'exécution budgétaire 2019.</p> <p>13. 2020: 42% concernant le ratio de progression des dépenses du secteur effectuées en 2019 sous la forme de crédits déconcentrés</p> <p>14. Mise à disposition au public y compris sur le web des résultats provisoires et définitifs de l'EPER 2019 incluant les données relatives aux catégories d'actifs agricoles</p>	<p>7. Arrêté puis Rapports revue sectorielles</p> <p>8. Rapports PDM</p> <p>9. Rapport annuel des indicateurs du MHA</p> <p>10. SASE HCl3N</p> <p>11. Rapport annuel de la revue sectorielle</p> <p>12. Note de la Direction générale du budget avec extraction du système intégré de gestion des finances publiques</p> <p>13. Note de la Direction générale du budget avec extraction du système intégré de gestion des finances publiques</p> <p>14. Publication d'un site web du gouvernement des résultats provisoires et définitifs</p>

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Produits directs	1. Amélioration du système de programmation, de suivi et évaluation, ainsi que de gestion des finances publiques pour réaliser les objectifs fixés en matière d'agriculture durable, de sécurité alimentaire et nutritionnelle	1.1 Nombre DEP (ministères techniques sectoriels, DNP-GCA, H3N) disposant de systèmes de S/E informatisé	1.1. Valeur de référence à établir en 2016 à travers appui complémentaire	1.1. 100% des DEP (ministères techniques sectoriels, DNP-GCA, H3N) disposant de systèmes de S/E informatisé en 2020	1.1. Rapports annuels des structures concernées
		1.2. Plan de financement du secteur (plan d'action 2016-2020 H3N) et Nb de documents de programmation pluriannuels des dépenses (DPPD) par Ministères sectoriels et de programmes par administrations de mission (H3N) et par le DNP-GCA)	1.2. 0 plan d'investissement, 0 DPPD et 0 programmes en 2016	1.2. 1 plan d'investissement, 4 DPPD et 2 programmes en 2018	1.2. Plan d'investissement 2016-2020, documents DPPD et programmes
	2. Accroissement du volume et de la part de l'aide extérieure disponible dans le budget national pour réaliser les objectifs fixés en matière d'agriculture durable, de sécurité alimentaire et nutritionnelle	1.3. Nombre DRFM (ministères techniques sectoriels, DNP-GCA, H3N) disposant de plans de passation des marchés cohérents avec directive 6 UEMOA	1.3. Valeur à définir en 2017	1.3. 100 % de DRFM (ministères techniques sectoriels, DNP-GCA, H3N) disposant de plans de passation des marchés cohérents avec directive 6 UEMOA en 2018	1.3. Plans de passation des marchés
		2.1. % des budgets alloués au secteur et exécutés	2.1. 8.8 % des dépenses totales exécutées (hors dettes) 2014 pour les Ministères de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Environnement	2.1. 13 % des dépenses totales exécutées (hors dettes) en 2020 pour les Ministères de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Environnement	2.1. Revue des dépenses publiques
	3. Dialogue sur les politiques, conditionnalités et activités de l'AT/ renforcement des capacités mieux coordonnés et plus propices à la mise en œuvre de la politique sectorielle gouvernementale.	3.1. Statut de la Revue sectorielle conjointe annuelle *	3.1. Dernière revue sectorielle et des dépenses sectorielles date de 2010	3.1. 4 revues de dépense annuelle produites (1/an de 2016 à 2019) <u>précédant</u> le Débat d'Orientation Budgétaire intégrant chapitre de revue sectorielle selon le genre	3.1. Compte-rendu de la revue
		3.2. Nombre des revues de dépenses publiques produites*	3.2. Termes de référence pour la revue 2011-2015 disponibles	3.2. Revue des dépenses 2011-2015 disponible en septembre 2016 et une année annuelle par la suite (de 2016 à 2019)	3.2. Rapport revue 2011-2015 et les rapports annuels de 2016-2019

²⁶ Somme du budget du Haut-commissariat 3N et des ministères de l'élevage, de l'agriculture, de l'hydraulique et de l'environnement et DNP-GCA

²⁷ Somme du budget du Haut-commissariat 3N et des ministères de l'élevage, de l'agriculture, de l'hydraulique et de l'environnement

²⁸ Les crédits délégués concernent les financements transférés par les ministères à leurs services techniques déconcentrés dans les régions et départements.

²⁹ Somme du budget du Haut-commissariat 3N et des ministères de l'élevage, de l'agriculture, de l'hydraulique et de l'environnement